

page 195 lectures

PRE

**The Deep State. The Fall of the Constitution  
and the Rise of a Shadow Government**  
**Mike Lofgren**

New York, Viking Press, 2016, 320 pages

**America Ascendant. A Revolutionary Nation's Path to Addressing  
Its Deepest Problems and Leading the 21<sup>st</sup> Century**  
**Stanley B. Greenberg**

New York, Thomas Dunne Books/St Martin's Press, 2016, 416 pages

La campagne des primaires pour les présidentielles américaines de novembre 2016 bat son plein. Elle connaît comme tous les quatre ans son lot de déclarations outrancières et de rebondissements médiatiques superficiels. Mais elle amène aussi, cette année, une véritable remise en cause du système et des élites du pays, ce tout autant du côté républicain avec Donald Trump que du côté démocrate avec Bernie Sanders. Il est donc plus que jamais nécessaire de prendre du recul, pour d'examiner les évolutions de long terme de la société et des institutions politiques américaines.

Les deux ouvrages abordent de front ce qui semble être le problème principal de l'Amérique contemporaine : des institutions dysfonctionnelles devenues incapables de contenir les appétits des politiques et des responsables du secteur public et privé, ce qui entraîne l'accroissement, depuis des années, des inégalités économiques dans le pays. Ces deux ouvrages font un constat assez comparable de la situation, et appellent de leurs vœux un même type de réformes. Le premier décrit de façon désabusée un système de pouvoir dissimulé ; le second fonde sur l'étude de données démographiques un plaidoyer militant et somme toute assez optimiste.

*The Deep State* présente une théorie passionnante sur les véritables lieux de pouvoir aux États-Unis. L'auteur a été conseiller parlementaire à Washington pendant 28 ans. C'est après son départ de la ville qu'il a commencé à décrypter ce qui lui apparaît comme le véritable mode opératoire du pouvoir aux États-Unis. L'ouvrage est ainsi à la fois le compte-rendu passionnant d'un *insider*, et la présentation détaillée d'un système jusqu'alors tenu caché.

Lofgren explique ainsi que le véritable pouvoir est exercé aux États-Unis non par les élus et les institutions officielles, mais par ce qu'il nomme le « Deep State » – terme employé initialement en Turquie où un phénomène similaire était observé. Cet « État profond » voit s'allier les hauts responsables de certains lieux de pouvoir institutionnels et de certains secteurs économiques. Lofgren décrit une collusion entre d'une part les plus haut gradés du département de la Défense, du département d'État, du département de la Sécurité du territoire (*Homeland Security*), de la CIA, du département de la Justice – ainsi que de quelques éléments du système judiciaire – et du département du Trésor, coordonnés par le National Security Council et assistés de quelques élus importants du Congrès ; et d'autre part les grandes entreprises de la défense, du renseignement – le fameux complexe

militaro-industriel déjà dénoncé par Eisenhower dans son discours de fin de mandat de 1961 –, ainsi que du secteur de la banque et de la finance – souvent désignés par le terme « Wall Street » –, auxquels s’ajoutent aujourd’hui les acteurs de la Silicon Valley. C’est à leur propre profit que ces élites du secteur public et du secteur privé façonnent les lois et les politiques du pays à l’insu de tous.

Ce résumé pourrait suggérer que l’ouvrage de Lofgren n’est qu’un nouvel avatar de la théorie du complot. Ce livre est pourtant différent. Outre la précision et le sérieux de ses descriptions, ainsi que le nombre des exemples répartis sur la période de 1945 à nos jours, l’auteur ne cède jamais à la colère – qui est le propre des auteurs versant dans la paranoïa –, et propose au final quelques solutions concrètes.

Un autre intérêt de l’ouvrage tient à un style quelque peu cynique et pince-sans-rire, qui rappelle la prose d’un Michael Brenner et en fait une lecture agréable sur la forme quoique fort inquiétante sur le fond. Preuve de son intérêt, l’ouvrage est relayé et commenté sur le blog du journaliste d’investigation Bill Moyers.

*America Ascendant* dénonce également la situation du pays, développant une hypothèse sur ses évolutions possibles compte tenu des évolutions démographiques de long terme. À la tête de la firme de sondages et de consultance politique Greenberg Quinlan & Rosner, l’auteur est un démocrate convaincu. Il a travaillé pour les campagnes de Bill Clinton, Al Gore et John Kerry. Il est marié à Rosa Delauro, représentante démocrate du Connecticut. Au-delà de l’analyse de fond, son ouvrage est donc un plaidoyer très marqué politiquement en faveur d’une société libérale au sens américain du terme, c’est-à-dire plus progressiste.

L’ouvrage part lui aussi du constat que les institutions politiques américaines sont dysfonctionnelles et que la société connaît de nombreux problèmes : inégalités grandissantes, persistance de la pauvreté et du racisme, et un Parti républicain rétrograde et psychorigide. Greenberg se sert des données recueillies dans de nombreux entretiens et enquêtes d’opinion, mais aussi des travaux du Pew Research Center, pour sa démonstration : les États-Unis connaissent aujourd’hui des coalitions partisans opposées et de force à peu près égale dans le pays. D’un côté, les classes moyennes blanches âgées, celles-là même qui sont aujourd’hui séduites par le message d’un Donald Trump – même si l’ouvrage de Greenberg a été écrit avant l’ascension de ce dernier. Elles sont inquiètes pour leur avenir, conservatrices, volontiers racistes ou tout au moins hostiles à une immigration qui exerce une pression à la baisse sur leurs salaires. De l’autre, les jeunes urbains diplômés, dans l’ensemble plutôt progressistes, et qui ont l’esprit d’innovation, aiment la diversité ethnique et sont favorables aux droits des homosexuels et des femmes.

Or pour Greenberg, les États-Unis connaissent une évolution démographique inexorable qui avantage cette seconde part de la population. À mesure que les fameux *millennials* (nés depuis l’an 2000) remplaceront les anciennes générations, et que les minorités verront leur poids démographique augmenter, leurs vues progressistes gagneront du terrain. À l’inverse, le Parti républicain ne peut que souffrir de cette évolution et se trouve pris, selon l’auteur, dans une véritable « spirale de la mort ». Ainsi, les affrontements sur les questions de société (les *culture wars*)

verront-ils leur centre de gravité se déplacer vers la gauche. Dans ce schéma, la radicalisation du Parti républicain observée depuis plusieurs années est présentée comme un phénomène transitoire – ce qui peut aussi apparaître comme un vœu pieux de la part de l’auteur...

À partir de récits très différents, les deux ouvrages proposent des réformes étonnamment similaires. Ces dernières se déclinent sur le modèle, cité par les deux auteurs, des réformes de « l’ère progressiste » que connut le pays à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. À l’issue de la guerre de Sécession (1861-1865), les États-Unis ont en effet traversé une période de forte transformation démographique et industrielle, marquée par une grande corruption. C’est le *Gilded Age*, qui correspond à l’époque du scandale de Panama en France. Or une réaction civique avait suivi, entraînant l’adoption de lois anti-monopoles et anti-corruption, des réformes de la fonction publique, et plus généralement une moralisation des sphères économique, politique et sociale.

Dans une vision sans doute quelque peu angélique, en tout cas très volontariste, Greenberg pense que c’est le Parti démocrate de demain, porté par les nouvelles générations, qui saura entamer cette nouvelle « Progressive Era ». Pour Lofgren en revanche, ces réformes seront *a priori* impossibles à mettre en route, puisque les acteurs du *Deep State* s’y opposeront de toutes leurs forces. Dans son idée, seul un homme fort comme Franklin Roosevelt, Mustafa Kemal ou De Gaulle pourrait y arriver si les circonstances s’y prêtaient.

La liste des réformes souhaitables dessine comme une feuille de route de bon sens pour la prochaine présidence : une réforme de l’immigration pour régulariser les millions d’illégaux et fluidifier le marché du travail ; un investissement dans les infrastructures du pays qui sont en très mauvais état – Greenberg propose 4 000 milliards, Lofgren cite le chiffre de 1 200 milliards sur 5 ans – ; l’établissement d’un système de santé publique (dit *single pay*) ; la réforme du financement de la vie politique pour renforcer la transparence, supprimer le statut de personne morale des entreprises privées et refuser le financement privé des campagnes électorales ; une réforme fiscale prévoyant l’augmentation du taux marginal d’imposition, la taxation des produits financiers et la suppression des cadeaux fiscaux aux 1 % les plus riches.

Reprenant des thèmes démocrates, Greenberg élargit la liste des mesures sociales nécessaires : attribution de congés de maladie et de maternité payés, organisation de gardes d’enfants et d’écoles maternelles pour tous, construction de meilleurs transports en commun et d’habitations à loyer modéré, revalorisation du SMIC et renforcement des droits syndicaux, sans oublier une meilleure protection du droit de vote.

Lofgren, plus intéressé par les questions de défense, ajoute pour sa part la réduction de la taille du complexe militaire et de renseignement, et l’arrêt de l’implication américaine au Moyen-Orient. Ayant été en contact avec les grandes entreprises bénéficiant de contrats publics, il préconise enfin le renforcement des lois anti-monopole.

La dénonciation par Lofgren et Greenberg d'une société dans laquelle les classes moyennes ne peuvent progresser forme la base des discours à la fois de Donald Trump, trublion populiste de la droite, et de Bernie Sanders, « socialiste » auto-proclamé du Parti démocrate. On peut donc croire que leur appel à la réforme rencontre aujourd'hui un vaste écho dans le pays. Affaire à suivre...

**Laurence Nardon**

Chercheur, responsable du programme Amérique du Nord à l'Ifri

## HISTOIRE

### **LE CHOC DES DÉCOLONISATIONS. DE LA GUERRE D'ALGÉRIE AUX PRINTEMPS ARABES**

Pierre Vermeren

Paris, Odile Jacob, 2015,

336 pages

L'ouvrage de Pierre Vermeren n'est pas une analyse de plus des événements de 2011 dans le monde arabe et en Afrique. Le but de l'auteur n'est pas de décrire le phénomène social des printemps arabes, mais d'interroger ce qui les a précédé. Il questionne ainsi les décolonisations et leurs acteurs, tant français qu'africains, en se demandant si celles-ci ont échoué. Il essaie de voir si 2011 pourrait être une «seconde décolonisation», voire une «libération des peuples» alors que la première décolonisation aurait été «celle des États».

Le ton de Vermeren est sombre et critique. Il dresse un constat d'échec quasi généralisé de l'évolution démocratique dans les anciennes colonies françaises. Si sa spécialité transparaît à travers une attention détaillée pour le Maghreb, sa réflexion englobe néanmoins certaines indépendances africaines (Sénégal, Côte d'Ivoire, Congo) et même d'Asie (Vietnam, Cambodge). L'ouvrage se veut donc être un portrait diversifié du passé français et adopte une organisation qui se rapproche du cours donné par l'auteur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Dans une première partie, sur le «fiasco des décolonisations françaises», l'auteur présente en détail les persistances administratives, sécuritaires et militaires de

l'État colonial dans l'État indépendant. Une des forces de son argumentation est de dresser un portrait rigoureux des pratiques des élites de ces pays, ainsi que des mécanismes mis en place pour consolider un autoritarisme progressif. Il dresse des portraits sans concession du culte entretenu autour d'Hassan II, d'Habib Bourguiba ou de Félix Houphouët-Boigny. Les relations avec les élites françaises sont également interrogées et questionnées. Ainsi, l'auteur détaille-t-il l'importance accordée aux minorités les plus privilégiées des anciennes colonies, les liens tissés au nom de la lutte contre le communisme puis de l'islamisme, ainsi que la mise en place de la «Françafrique».

Enfin, et c'est peut-être la plus grande originalité de l'ouvrage, Vermeren livre en troisième partie une charge sans fard contre «l'amnésie coloniale, la mauvaise conscience et les beaux discours» développés en France sur les décolonisations. Il y dénonce la construction d'images et de faux-semblants sur une «Afrique vue de loin», où les printemps arabes ont pris au dépourvu la plupart des responsables français. On retiendra le récapitulatif qu'il donne de la difficile mémoire de la guerre d'Algérie, qui reste confisquée, de manière presque symptomatique, par certains acteurs des deux rives de la Méditerranée, selon des logiques politiciennes souvent éloignées des rapports individuels à l'histoire.

La conclusion de l'ouvrage s'impose avec ce constat : «Cinquante ans après les indépendances, les printemps arabes ont reposé la question du Sud et des droits politiques de ses habitants.» La réflexion aurait cependant pu être approfondie sur les discours développés actuellement par les autorités et les élites françaises sur ces mémoires et sur ces liens.

Les printemps arabes ont-ils permis d'introduire dans l'Hexagone un nouveau discours, proche cette fois de la réalité des peuples ? On peut en douter, notamment lorsque l'auteur évoque le sujet brûlant de l'immigration, sans entrer malheureusement dans assez de détails quant aux liens avec les représentations coloniales dénoncées en amont.

**Pauline Poupart**

### **DES HOMMES VRAIMENT ORDINAIRES ? LES BOURREAUX GÉNOCIDAIRES**

Didier Epelbaum

Paris, Stock, 2015, 304 pages

Journaliste, ancien directeur de France 2 et ancien correspondant de la chaîne en Israël, Didier Epelbaum est également historien, docteur de l'EHESS et maître de conférences à Sciences Po. Spécialiste de la Solution finale (il a écrit sur l'adjoint d'Adolf Eichmann, Brunner, et sur les juifs polonais immigrés en France), avec son nouvel essai il élargit le champ de ses recherches et choisit pour terrain quatre génocides : arménien, juif, khmer et rwandais.

Il s'inscrit donc dans un champ polémique, à la suite des historiens Christopher Browning et Daniel Goldhagen. Il le fait avec humanité, connaissance et élégance. Sa question est celle de savoir si, *réellement*, les bourreaux sont des hommes ordinaires, et si les historiens ont pu prouver que, une fois soumis à des conditions politiques très particulières, tout un chacun peut se mettre à massacrer en masse des êtres humains. À cette question, l'historien répond par une thèse qu'il va démontrer méthodiquement : la nature humaine ne verse pas nécessairement

vers un mal si « banal », et les bourreaux sont une minorité très spécifique. Forgeant le terme de « cidocratie » pour définir les régimes politiques où, à un moment donné, les bourreaux prennent le pouvoir, il avance l'idée que les meurtres de masse sont préparés par une lente idéologie et inspirés par un climat de peur. Si l'historien a du mal à déterminer quel pourcentage de la population se transforme en bourreaux (cela oscillerait entre 2 et 8 %), il avance que nombreux sont ceux qui se contentent de laisser faire et de piller, tandis qu'une autre minorité est constituée de sauveurs. Se concentrant sur les bourreaux, Epelbaum décrit leur action comme un mélange d'obéissance bureaucratique et de « capacités d'improvisation convaincue ». Il nous démontre alors que ces derniers sont recrutés par des idéologues selon des critères précis : « Des hommes qui adhèrent à l'idéologie, volontaires, jeunes, vigoureux et endurants, loyaux et obéissants, ne reculant pas devant la violence extrême. »

Le but de l'essai n'est pas de dévoiler de nouvelles sources mais de s'appuyer sur de nombreux textes existants pour faire un point. À l'heure où les témoignages « précieux et infiniment respectables » des survivants s'accumulent, Epelbaum termine les remerciements de son livre là où il aurait pu le commencer, en soulignant que « les synthèses deviennent de plus en plus nécessaires ».

La deuxième qualité du livre est de donner autant de place à chacun des quatre génocides. Venu de l'étude des bourreaux nazis, Epelbaum fait une place aussi grande à l'Arménie, au Cambodge et au Rwanda. Il maîtrise l'art de la comparaison, dessinant des modes opératoires sans jamais oublier de préciser les différences.

Enfin, *Des hommes vraiment ordinaires* est un magnifique plaidoyer pour l'histoire. Si Epelbaum n'hésite pas à dialoguer avec d'autres disciplines – notamment avec le sociologue Zygmunt Bauman sur la question de la « modernité » des génocides –, il évacue assez rapidement la psychologie et la philosophie pour rendre hommage aux historiens « qui font consciencieusement leur travail ». Ainsi, si le livre est une réponse à Christopher Browning, Epelbaum souligne que son étude du bataillon 307 a nuancé les propos des *Hommes ordinaires* du bataillon 101, trouvant « consternant » que « sa révision partielle ultérieure n'ait trouvé aucun écho dans la presse ».

Yaël Hirsch

### MÉMOIRES D'UN CHAMPIGNON. PENSER HIROSHIMA

Barthélémy Courmont  
Paris, Lemieux Éditeur, 2016,  
224 pages

L'autobiographie est un exercice périlleux : il faut avoir des choses à raconter et l'orgueil de le faire sans rougir. C'est un exercice auquel s'adonnent des hommes politiques en veine de visibilité ou des ambassadeurs à la retraite. Leurs mémoires, souvent d'un intérêt limité, peuplent les étals des libraires, même si certaines dépassent du lot. Plus rarement, des chercheurs écrivent leur autobiographie intellectuelle : Marc Ferro, Luc Ferry ou André Comte-Sponville s'y sont essayés avec des fortunes diverses. Au crépuscule de sa vie, Georges Duby avait rédigé un court ouvrage retraçant son itinéraire (*L'histoire continue*, Odile Jacob, 1991).

Barthélémy Courmont n'est pas au crépuscule de sa vie. Né en 1974,

ce chercheur en relations internationales a encore devant lui, on l'espère, de nombreuses années. Il a derrière lui une œuvre déjà riche dont trois pages ne suffisent pas à énumérer les titres : des essais, mais aussi des romans et, plus original, des guides de tourisme. Il raconte comment cette œuvre s'est construite. Cette « égo-histoire » fera rêver les plus jeunes en quête de modèle, et sourire les autres qui y retrouveront les étapes de leur propre parcours : une maîtrise d'histoire médiévale, un DEA en relations internationales, un stage à l'Ifri, puis l'entrée à l'IRIS – où Courmont est aujourd'hui directeur de recherche. Cette carrière est ponctuée de séjours à l'étranger : à l'université Columbia pour y étudier, à l'université du Québec à Montréal (UQAM) pour y enseigner.

Ce parcours intellectuel a grandi à l'ombre d'un champignon : le champignon nucléaire de Hiroshima – même si les images d'explosion atomique régulièrement associées à l'explosion du 6 août 1945 sont apocryphes. Courmont raconte comment il a visité pour la première fois Hiroshima en 1997. Très impressionné par cette expérience, il décide à son retour en France de consacrer son DEA puis sa thèse à la décision d'utiliser la bombe atomique. Il en vient à bout en 2005 et raconte la douleur et la joie qui constituent ce « sacerdoce ». « J'aurais pu abandonner en cours de route ; j'en connais tant qui firent ce choix » écrit-il orgueilleusement.

Courmont s'est intéressé à l'explosion nucléaire elle-même, aux motifs qui ont conduit les États-Unis de Truman à la déclencher. C'est l'histoire de la bombe du 6 août 1945. Mais il s'intéresse aussi aux marques laissées par cet événement, au Japon et à l'étranger – c'est l'histoire de la bombe après le 6 août 1945. La première est toujours



aussi polémique, et aucune réponse morale ne peut lui être trouvée. En revanche, Courmont s'emploie à nous en expliquer les ressorts : le souhait de hâter la capitulation nipponne en faisant l'économie d'un débarquement coûteux en vies humaines et la volonté d'impressionner l'Union soviétique. La seconde reste passionnante : le Japon s'est (re)construit malgré Hiroshima mais aussi grâce à Hiroshima. Malgré Hiroshima : la décision de reconstruire la ville et de ne pas en faire une ville-mémorial témoigne tout à la fois d'une volonté de tourner la page et de l'énergie déployée pour ce faire. Grâce à Hiroshima : en se posant en victime de l'apocalypse nucléaire, le Japon fait l'économie d'un procès en responsabilité dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

**Yves Gounin**

## RELATIONS INTERNATIONALES

### PÉCHÉS CAPITAUX. LES SEPT IMPASSES DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

Le Club des Vingt  
Paris, Éditions du Cerf, 2016,  
80 pages

Francis Gutmann synthétise les réflexions du Club des Vingt qu'il préside, club formé d'anciens hauts responsables et analystes des affaires internationales et de la diplomatie française. Sur l'Europe, les relations avec les États-Unis, le Moyen-Orient, l'Afrique ou l'Asie, le court volume entend dénoncer quelques péchés diplomatiques d'un passé récent, qui ont pu réduire le poids international de la France, comme son efficacité dans la défense de ses propres intérêts.

La construction européenne reste bien l'avenir de notre environnement immédiat, mais force est de constater que sa dynamique première est épuisée. Il faut donc dépasser le silence gêné ou le proclamatoire, et redéfinir le projet. Ce qui ne peut être fait qu'en mettant en avant des objectifs hiérarchisés et atteignables – ce que ne peut pas être une diplomatie commune –, et les acteurs mobilisables – avec en tête le couple franco-allemand.

Le partenariat avec les États-Unis demeure central : mais compte tenu de l'évolution du monde, il doit lui aussi être redéfini, selon les intérêts respectifs de chacun. Il n'y a nulle évidence stratégique – sinon celle de la démission – dans l'alignement néo-atlantiste. Les États-Unis, au-delà de leurs erreurs, définissent pour eux-mêmes leurs orientations stratégiques. À nous de faire de même, au premier chef dans la négociation du traité de libre-échange transatlantique.

La réflexion sur les relations avec la Russie s'engue aujourd'hui dans des réactions épidermiques ou d'illusoires commentaires psycho-politiques. Bien au-delà des réflexes – souvent dangereux en matière stratégique –, c'est d'une analyse rationnelle de la stratégie russe et de nos intérêts de Français et d'Européens dont nous avons besoin. Avec cette certitude : «Le continent européen sans la Russie nouvelle ne serait pas complet.» France et Allemagne devraient, ici aussi, être au premier rang de la réflexion et des choix courageux.

On suivra avec grand intérêt les développements, plus étendus, sur les problèmes du Moyen-Orient, développements sous-tendus par quelques principes. La France ne doit, dans cette région, être suiviste ni des événements ni des autres acteurs, locaux ou extérieurs. Elle peut retrouver une position

de médiation décisive si elle identifie clairement une stratégie, et si elle entretient avec tous les acteurs des relations fondées sur le réalisme.

Au sud de la Méditerranée, gare à la possible marginalisation du continent noir dans la stratégie globale de la France ! Cette dernière ne peut réduire sa politique africaine à un chapelet d'interventions militaires. Ces dernières sont certes nécessaires, mais doivent s'insérer dans une stratégie globale pour laquelle le pays dispose de cartes encore remarquables alors que les intervenants extérieurs se font de plus en plus nombreux sur le continent africain.

C'est bien une articulation nouvelle entre indépendance – analyse des intérêts, des moyens et des limites de la France –, et interdépendance – à la fois parce que le monde est « globalisé » et parce que nous avons des partenaires et des alliés – qu'il s'agit de penser. Pour le Club des Vingt, l'élaboration d'une stratégie propre – à ne pas confondre avec les déclamations d'intentions – a sans doute trop manqué au pays depuis le début du siècle. Les bouleversements présents renouvellent l'exigence d'une stratégie cohérente.

**Dominique David**

## ÉCONOMIE

### ÉCONOMIE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Pierre-Noël Giraud et Timothée Ollivier  
Paris, La Découverte, 2015,  
128 pages

L'esprit des pionniers de la géologie, qui anima André Giraud et les fondateurs

de l'économie des matières premières en France, inspire cet ouvrage. Après avoir rappelé la définition des « commodités » (*commodities*) et relaté les grandes étapes du développement des marchés de matières premières depuis la révolution industrielle, les auteurs retracent les fondements théoriques des sciences économiques appliquées au secteur des matières premières (principalement pétrole, cuivre, charbon et matières premières agricoles). Ils présentent les structures théoriques de formation de l'offre, comme celle de la demande, pour l'ensemble de ces matières puisées dans les ressources naturelles. Nombre d'éléments importants sont ici fournis, qui permettent de comprendre la sensibilité, ou l'élasticité, qui peut amener à des variations de l'offre ou de la demande, jusqu'à des « chocs » provoquant un effondrement ou une accélération haussière des prix (illustrés lors des chocs et contrechocs pétroliers de 1973, 1987, 2007).

À travers la rareté des ressources, les contraintes techniques liées à la géologie, ou la possibilité de substitution future d'une matière première à une autre, se trouvent évoquées les interactions entre le monde de la géologie et celui du marché financier, principal apporteur de capitaux. Au début des années 2000, une association de géologues à l'origine de la théorie du *peak oil*, assurait que le rythme d'exploitation des ressources pétrolières nous amènerait à un « pic » de production pétrolière. Giraud et Ollivier pensent quant à eux que cette théorie de la rareté ne permet pas de prédire un horizon d'épuisement des réserves connues à un moment donné, compte tenu des facteurs à venir de substitution sur l'offre et des évolutions de la demande.

Deux enjeux liés au développement des marchés de matières premières sont

finalement discutés. Le premier est le développement de la spéculation, dont les causes sont souvent attribuées aux acteurs intervenant sur les marchés de matières premières. On se souviendra des manipulations sur le cuivre ou l'électricité (Sumitomo en 1996 ou Enron en 2001), bien qu'elles ne soient pas évoquées dans l'ouvrage. Le second enjeu tient à la rareté des matières premières, à son impact sur les prix des denrées alimentaires et le développement économique, ainsi qu'aux limites des politiques climatiques visant à atténuer la production d'énergies fossiles émettrices de gaz à effets de serre.

Cet ouvrage a pour intérêt de définir les frontières des marchés de matières premières, et de rappeler les prérogatives essentielles de ces marchés, qui constituent un facteur d'ajustement des cycles économiques, un élément anticipatif et une source d'informations. Autant de connections à l'économie physique sous-jacente des matières premières.

**Aurélie Faure-Schuyer**

### **ECONOMIC RISKS OF CLIMATE CHANGE. AN AMERICAN PROSPECTUS**

Trevor Houser, Solomon Hsiang,  
Robert Kopp et Kate Larsen  
New York, Columbia University  
Press, 2015, 384 pages

Réunissant les études de praticiens et chercheurs d'horizons très différents (économie, science politique, sciences de la terre), cet ouvrage essaie d'estimer les conséquences du changement climatique pour les États-Unis. Plusieurs hypothèses de travail sont prises en considération, mais l'hypothèse la plus souvent retenue au fil des pages est la

moins optimiste, à savoir une perpétuation de la tendance actuelle.

Les prévisions pour la fin du *xxi*<sup>e</sup> siècle sont préoccupantes. Les températures estivales sur le territoire américain augmenteraient d'environ 5 degrés Celsius, le Texas restant l'État le plus chaud et le Maine le plus frais. L'élévation du niveau de la mer dépasserait un mètre dans la partie occidentale du golfe du Mexique et sur la côte allant du New Jersey à la Virginie. L'évolution des précipitations s'avère complexe à appréhender : il semblerait toutefois que le printemps serait la saison subissant les plus gros bouleversements, avec une moitié nord des États-Unis excessivement arrosée et une relative sécheresse en Californie, en Arizona et au Nouveau-Mexique.

Les impacts économiques et sociaux du changement climatique et de la survenance d'événements extrêmes sont analysés en profondeur. Les projections pour les décennies 2020 et 2030 montrent un déclin des productions agricoles au sud du Midwest. Certains États (Oregon, Washington, Idaho, Montana et Dakota du Nord) verraient en revanche leur potentiel agricole s'améliorer. La productivité du travail diminuerait à peu près partout de façon homogène. Il y aurait une hausse de la criminalité dans la plupart des zones urbaines, une surmortalité affectant le Texas, l'Oklahoma et le Sud-Est. C'est aussi cette région qui accroîtrait le plus significativement sa consommation d'électricité. Les centrales électriques de la baie de San Francisco seraient vite menacées par la montée des océans. Le coût global du changement climatique serait particulièrement élevé pour la Floride, la Caroline du Sud, l'Alabama, le Mississippi, la Louisiane, l'Arkansas et l'Arizona. Les États septentrionaux pourraient tirer profit du phénomène.

Plusieurs effets difficilement quantifiables sont aussi abordés. Les risques de multiplication des feux de forêt en Californie et au Nevada exigent une réorganisation des services publics. La probabilité de voir le Parc national des Everglades, en Floride, complètement englouti par les eaux est forte, ce qui bouleverserait l'économie locale. Les enjeux de sécurité nationale ne sauraient être négligés. Des installations militaires sont en danger. L'ouragan Katrina a déjà détruit 95 % de la base aérienne de Keesler en 2005, et Norfolk, en Virginie (la plus grande base navale au monde), est en première ligne face à l'élévation du niveau de la mer. Diverses infrastructures, tels les ponts ou les tarmacs d'aéroports, devront être rénovées ou reconstruites. Il faut enfin s'attendre à des tensions politiques liées aux migrations interétatiques et aux flux migratoires en provenance du Mexique.

L'étude est passionnante et complète les rapports publiés par le GIEC depuis 1990. La bibliographie est riche et permet par exemple de prendre conscience des nombreuses recherches établissant un lien entre hausse des températures et comportements violents. Les lecteurs les plus férus de statistiques apprécieront la centaine de pages d'annexes techniques qui viennent appuyer les hypothèses de travail.

**Norbert Gaillard**

**BETWEEN DEBT AND THE DEVIL. MONEY, CREDIT, AND FIXING GLOBAL FINANCE**

Adair Turner  
Princeton, Princeton University  
Press, 2016, 320 pages

Adair Turner s'efforce ici de répondre à deux questions fondamentales : comment

instaurer un modèle de croissance économique moins intense en crédit et comment réduire le stock de dette ?

Les premiers chapitres étudient le découplage entre sphère financière et économie réelle à partir des années 1980, montrant au passage que les deux hypothèses qui sous-tendaient les politiques de libéralisation financière (l'efficacité des marchés de capitaux et la théorie des anticipations rationnelles) n'étaient pas fondées. Puis Turner analyse les racines profondes de la crise de 2007-2008. La Réserve fédérale américaine et la BCE ont privilégié la stabilité du système bancaire et laissé le crédit exploser car il ne compromettait pas la sacro-sainte cible des 2 % d'inflation. Cette croissance vertigineuse de l'endettement global a plus servi à alimenter la spéculation immobilière et la consommation de biens importés qu'à financer des investissements productifs. La préférence effrénée pour les actifs liquides a surtout encouragé les stratégies court-termistes des investisseurs. Enfin, les méthodes de valorisation au prix du marché ont renforcé les effets pro-cycliques.

Les réactions à la Grande Récession de 2007-2009 n'ont pas été à la hauteur des enjeux. Les banques centrales ont lancé des politiques monétaires accommodantes qui n'ont ni résolu le problème de l'insuffisance de la demande globale, ni enrayé la spirale déflationniste due à l'excès de dette. Les pays industrialisés ont peiné à engager des réformes structurelles, et leurs politiques d'austérité ont contribué à accentuer les grands déséquilibres macroéconomiques. Quant aux grandes entreprises, elles ont poursuivi leurs plans de rachats d'actions et tendent aujourd'hui à devenir des détenteurs nets d'actifs et non plus des emprunteurs nets.

Pour sortir d'un tel marasme, des propositions très interventionnistes sont avancées : promotion de régimes fiscaux plus favorables aux revenus de dividendes ; réduction de l'accès au crédit, en particulier aux crédits immobiliers et à la consommation en instaurant des plafonds pour chaque niveau de revenu ; augmentation des exigences en capital des banques ; réglementation plus stricte du *shadow banking* ; réduction de la liquidité sur les actifs financiers les plus risqués (comme les produits structurés) ; taxation des flux internationaux de capitaux de court terme et renforcement du pouvoir discrétionnaire des régulateurs. Mais la recommandation principale est autrement plus hétérodoxe. L'auteur considère que la création monétaire (*via* une hausse des dépenses publiques, une baisse d'impôt ou des virements d'argent frais sur le compte des ménages) est devenue indispensable pour sortir de la « stagnation séculaire » qui se profile. Cette proposition est fragile car les ménages peuvent être tentés d'épargner plutôt que de consommer.

Malgré des répétitions inutiles et de fréquents renvois aux chapitres précédents et suivants, l'ouvrage de Turner dresse un constat lucide sur la situation économique et financière actuelle et a le mérite d'apporter des solutions. Celles-ci auraient pourtant gagné à être plus étayées. Comment surmonter les obstacles juridiques et techniques à une politique de création monétaire dans la zone euro ? Comment établir des règles fiables pour que cette initiative ne dégénère pas en hyperinflation ? On regrettera également que la question de l'aléa moral dans le secteur bancaire soit complètement négligée.

**Norbert Gaillard**

## MÉMOIRES DE CRISE

Ben S. Bernanke

Paris, Seuil, 2015, 640 pages

Les mémoires sont toujours des œuvres de légitimation. Celles de Ben Bernanke, universitaire de renom et ancien gouverneur de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed), ne font pas exception. Sur les 640 pages des *Mémoires de crise*, une centaine retrace son histoire personnelle, 350 offrent une narration des événements de juillet 2007 à décembre 2008, et 150 pages donnent le récit des immenses innovations de politique monétaire post-Lehman. Entre la justification des actions de sauvegarde d'institutions financières individuelles par la Fed et le changement radical de paradigme de la politique monétaire après 2009, l'ouvrage convainc sur le premier point mais est faible sur le second.

La qualité de l'écriture rend presque haletant le récit de la propagation du stress financier en 2007 et 2008, d'une panique en gestation, et des actions de la Fed pour la contrer. Cela fait de ces mémoires un ouvrage de référence sur la crise des *subprimes*. Cela permet aussi d'apprendre combien les statuts des banques centrales guident l'action quand les événements s'accélèrent. La relecture de la montée du stress financier montre que les banquiers centraux ont été les vigies d'un système financier à la dérive après juillet 2007, tentant de trouver un chemin pour calmer la panique.

Ce récit est le point de vue d'un acteur majeur de la crise. Le lecteur, embarqué, suit la démonstration de Bernanke. Ce dernier ne propose pas d'explication nouvelle des causes de la crise, et ne construit pas de théorie des points d'inflexion du cycle financier.

Il ne propose pas non plus d'analyse critique du rôle des banques centrales dans la crise. Il se demande, toutefois, si la banque centrale aurait pu empêcher la formation de la bulle – sa réponse est plutôt oui, si la banque centrale avait mieux réglementé les prêts et mieux appliqué son mandat de protection du consommateur. Mais il ne se demande pas si le pompier n'a pas été pyromane sans le savoir. En particulier, l'auteur ne questionne pas le cadre de mise en œuvre de la politique monétaire d'avant crise, écartelée entre la politique des taux d'intérêt et celle de la stabilité financière qui cherchait à décourager l'utilisation de la fenêtre d'escompte – ce qui a pu contribuer au stress en limitant l'accès à la monnaie au moment même où tout le monde le recherchait.

Cet ouvrage constitue une œuvre utile de légitimation des points les plus contestés du mandat de gouverneur de Bernanke, à savoir l'ensemble des décisions d'assistance au système financier. Ces choix ont suscité un vif débat au Congrès et dans les médias, la Fed étant mise sur la sellette pour son soutien à Wall Street plutôt qu'à Main Street – aux agents non financiers. La défense de Bernanke tient en deux points. D'une part, sa trajectoire familiale personnelle, marquée par la grande dépression des années 1930, et son expertise académique sur l'importance des banques dans la transmission de la politique monétaire l'ont conduit à tout faire pour éviter une nouvelle grande dépression. D'autre part, les événements de 2007-2008, leur enchaînement et leur violence, auraient conduit quiconque à réagir comme l'a fait la Fed. On doit remercier Bernanke au moins sur le premier point : la partie de sa vie passée à comprendre l'histoire de la crise des années 1930 explique sûrement pourquoi il a réagi

si vite et si puissamment, ce qui est crucial pour lutter contre les crises.

Vincent Bignon

## SÉCURITÉ/STRATÉGIE

### TERREUR DANS L'HEXAGONE. GENÈSE DU DJIHAD FRANÇAIS

Gilles Kepel, avec la collaboration  
d'Antoine Jardin

Paris, Gallimard, 2015, 352 pages

Le livre était très attendu : comment l'un des meilleurs spécialistes du Moyen-Orient et du développement de l'islam en France, comment l'auteur de *Les Banlieues de l'islam* (Seuil, 1987) et de *Passion arabe* (Gallimard, 2013) allait-il analyser les attentats de janvier et novembre 2015 ? L'ouvrage ne déroutera pas les fidèles lecteurs de Kepel. Le style – savant sans être excessivement jargonneux – rappelle celui d'un de ses précédents essais, *Quatre-vingt-treize* (Gallimard, 2013). Quant aux thèses exposées, elles se situent dans la droite ligne de *Terreur et Martyre* (Flammarion, 2008) et *Banlieue de la République* (Gallimard, 2012).

Au fil des pages, Kepel dresse le portrait d'une France ébranlée, en proie à la crise économique et à l'exacerbation des tensions identitaires. À la progression de l'« islam intégral » répond l'ascension du Front national. La montée de l'extrême droite engendre elle-même une accentuation du repli communautaire, dont l'expansion de groupes tels que les Frères musulmans, le Tabligh ou les salafistes, est un symptôme. Aucun gouvernement n'a jusqu'à présent réussi à enrayer ce cercle vicieux.



Le point de départ du livre se situe en 2005, année charnière où eurent lieu au moins quatre événements ayant joué un rôle significatif dans la montée du djihadisme dans l'Hexagone. Premièrement, les émeutes de Clichy-sous-Bois qui se sont répandues dans toute la France – non sous l'effet de l'émotion causée par la mort de deux adolescents poursuivis par la police, mais en raison du jet d'une grenade lacrymogène sur le seuil d'une mosquée. Deuxièmement, la mise en ligne d'un traité théorisant la décentralisation du djihad : *l'Appel à la résistance islamique globale* d'Abou Moussab Al-Souri. Troisièmement, l'arrestation de Chérif Kouachi – interpellé à la veille de son départ pour l'Irak et qui, dix ans plus tard, allait participer à la tuerie de *Charlie Hebdo*. Quatrièmement, la création de YouTube, plateforme de partage de vidéos sur laquelle la propagande djihadiste a prospéré.

Pendant sept ans, le feu a couvé sous la cendre, avant l'explosion de 2012 – deuxième année charnière avec trois événements importants. Tout d'abord, Mohamed Merah perpète les attaques de Toulouse et Montauban. Loin d'être un « loup solitaire », Merah a évolué dans un environnement radical qui a produit plusieurs autres djihadistes, dont certains ont été impliqués dans les attaques de novembre 2015. Ensuite, en 2012, le phénomène des filières djihadistes vers la Syrie a véritablement décollé. Trois ans plus tard, plus de 1 000 Français avaient fait le voyage vers le « pays de Sham ». Enfin, en mai 2012, François Hollande est élu à la présidence de la République. Son élection se serait jouée en partie grâce aux suffrages de l'« immense majorité » des électeurs musulmans. Or cet électorat déchantait rapidement, notamment en raison du soutien du gouvernement au mariage homosexuel.

Au final, le bilan dressé par Kepel est sombre. À court terme, les services de renseignement doivent réussir à s'adapter au terrorisme décentralisé prôné par Al-Suri, faute de quoi de nouveaux attentats auront lieu. À plus long terme, il faudra parvenir à éviter le délitement de la nation et à recréer une cohésion sociale. Pour ce faire, l'instruction nationale – « tombée dans l'indigence du fait d'une impérite coupable de la classe politique » – devra être rebâtie.

Marc Hecker

## UN SILENCE RELIGIEUX. LA GAUCHE FACE AU DJIHADISME

Jean Birnbaum

Paris, Seuil, 2016, 240 pages

Jean Birnbaum signe ici un essai stimulant. *Un Silence religieux* part d'un constat : la gauche ne parvient pas à saisir le phénomène djihadiste et refuse d'en admettre la dimension religieuse. Ce refus se traduit notamment par un raisonnement répété par nombre d'élus socialistes : l'État islamique n'est pas islamique et le djihadisme n'a rien à voir avec l'islam. Ce raisonnement, que Birnbaum qualifie de « rien-à-voirisme », est considéré par l'auteur comme contre-productif. Au lieu d'affirmer que le djihadisme est étranger à la religion, mieux vaudrait « admettre qu'il constitue la manifestation la plus récente, la plus spectaculaire et la plus sanglante de la guerre intime qui déchire l'islam. Car l'islam est en guerre avec lui-même ». En essayant maladroitement de combattre l'amalgame entre musulmans et terroristes, les responsables politiques contribueraient au contraire à « alimenter l'ignorance dont se nourrit l'islamisme », et abandonneraient

les « esprits critiques qui tentent, parfois au péril de leur vie, de soustraire l'islam aux fanatiques ». Birnbaum rend un vibrant hommage à ces esprits critiques – Arkoun, Meddeb, Benzine, Djaït, Bidar, Sedik ou encore Benslama –, qui analysent les liens entre islam, islamisme et djihadisme.

La difficulté de la gauche à comprendre le djihadisme serait le reflet d'une incapacité plus profonde à saisir les phénomènes religieux. À l'appui de sa démonstration, l'auteur invoque l'histoire. Il consacre par exemple un chapitre éloquent à la guerre d'Algérie, dont la dimension religieuse a été largement éludée par les militants anticolonialistes. Au pire ne s'en apercevaient-ils pas, au mieux considéraient-ils la religiosité comme un résidu du passé, voué à disparaître après l'indépendance. La religion était au contraire, dit Birnbaum, « le cœur battant de la révolte ».

L'auteur ne s'appuie pas seulement sur l'histoire, mais aussi sur la philosophie politique. Il estime ainsi que la célèbre formule de Marx – « la religion est l'opium du peuple » – est souvent mal comprise, notamment par des responsables politiques de gauche. Loin de considérer la religion comme accessoire, l'auteur du *Capital* la tenait pour centrale : « La religion fut le grand sujet de Marx, le questionnement inaugural à partir duquel toute son œuvre s'est bâtie », affirme Birnbaum. Si la gauche faisait l'effort de relire Marx attentivement, elle comprendrait la puissance de la religion et serait peut-être plus apte à saisir la force de l'islamisme.

Certains politiciens d'extrême gauche – comme Chris Harman au Royaume-Uni – ont toutefois bien perçu la montée en puissance de l'intégrisme religieux, et prôné des alliances de circonstance avec les islamistes. Les masses

opprimées du monde musulman ne constitueraient-elles pas un nouveau prolétariat, pouvant être détourné à terme de l'islamisme pour donner un second souffle au mouvement ouvrier ? Ce pari risqué a été perdu. L'islamisme continue de progresser, tandis que les mouvements d'extrême gauche ont été laminés. Et Birnbaum de constater : « L'islam constitue aujourd'hui l'unique idéal au nom duquel des masses d'hommes et de femmes sont capables de défier l'ordre mondial à travers les cinq continents. Mieux, ou pire : l'islam politique apparaît désormais comme la seule cause pour laquelle des milliers de jeunes sont prêts à braver la mort. » L'attrait du djihad en Syrie en est l'illustration la plus préoccupante.

**Marc Hecker**

## **SURVEILLANCE AFTER SNOWDEN**

David Lyon

Cambridge, Polity Press, 2015,

120 pages

Voici maintenant trois ans qu'Edward Snowden a commencé à transmettre à des journalistes des documents secrets issus de la National Security Agency (NSA), leur permettant de mettre au jour le tentaculaire appareil de surveillance mis en place par les États-Unis. Dans ce court livre, le sociologue David Lyon offre une perspective bienvenue sur l'avalanche des informations parues depuis 2013, et un utile panorama des nombreux travaux universitaires sur la surveillance menés aux quatre coins du monde.

Il dégage ici avec succès les caractéristiques principales de la surveillance technologique de masse contemporaine.



Elle est d'abord automatique, puisque les moyens techniques font souvent l'économie de l'intervention humaine. Il s'agit davantage, écrit-il d'une « procédure de *management* routinière » que d'une « sombre conspiration étatique ». La surveillance électronique massive a également, rappelle-t-il, été justifiée par la lutte contre le terrorisme, si bien que les deux termes sont, dans le discours étatique, quasiment devenus synonymes. Lyon note logiquement le glissement des moyens techniques de la surveillance de cette lutte contre le terrorisme vers des secteurs plus traditionnels de la puissance publique, comme la lutte contre la criminalité. Favorisant de fait le rapprochement, dangereux, entre renseignement et *law enforcement*.

Cette focalisation de façade sur le terrorisme, couplée à une volonté compréhensible d'anticipation de la menace, et à une croyance naïve dans la toute-puissance du *big data* et de l'analyse des données collectées explique de nombreuses dérives de l'appareil de surveillance. L'auteur explique qu'à l'heure des algorithmes et de l'expansion des moyens techniques de surveillance, le pouvoir réside davantage dans la manière dont les données sont analysées, dont elles produisent du renseignement, que dans leur simple collecte.

Lyon insiste également sur la proximité croissante entre entreprises privées et puissance publique. Cette tendance, particulièrement prégnante aux États-Unis, s'incarne dans le passage des personnels de l'un à l'autre secteur, tout comme des moyens techniques utilisés, voire de la surveillance elle-même. Les révélations de Snowden ont montré que l'État américain puisait dans des données collectées par les entreprises, notamment les géants du numérique, sans parler du fait que les pratiques marketing de certaines entreprises sont

très proches, voire vont au-delà, de ce que peuvent se permettre les États.

L'auteur consacre également de nombreuses pages au concept de vie privée. Il partage et défend l'idée, à première vue passée de mode, qu'elle est en réalité le socle des droits fondamentaux que sont la liberté d'expression ou d'association. Il rappelle aussi qu'à une époque où une large part de nos vies se déroule en ligne, la question de la captation des données personnelles est un enjeu hautement politique et une question de pouvoir sur les citoyens.

Le livre de David Lyon est un livre militant, et l'auteur s'attache au fil des pages à persuader son lecteur des effets néfastes de la surveillance de masse. Il tente enfin – trop brièvement – de donner des clés pour combattre cette dernière, en prônant pour ce faire un mélange de solutions légales, politiques et technologiques. Il rejette l'hypothèse selon laquelle ces dernières seules suffiraient, et appelle aussi à des réformes légales des appareils de surveillance, ainsi qu'à une mobilisation accrue des citoyens contre la collecte des données.

**Martin Untersinger**

## **LA GUERRE PAR CEUX QUI LA FONT. STRATÉGIE ET INCERTITUDE**

Benoît Durieux

Monaco, Éditions du Rocher, 2016,  
368 pages

*La Guerre par ceux qui la font* est un ouvrage collectif rassemblant 15 contributions d'officiers français et étrangers du Centre des hautes études militaires (CHEM) en trois grandes parties : le temps de l'incertitude, le temps de la sagesse stratégique et le temps des

opérations militaires globales. Les chapitres abordent des thématiques variées et toutes intéressantes : asymétrie, surprise stratégique, contre-insurrection, mais aussi enjeux stratégiques en Arctique ou concept de guerre ouverte. On se contentera ici d'en évoquer trois parmi ceux qui retiennent le plus l'attention.

Le colonel Jacques Langlade de Montgros s'intéresse à la surprise stratégique sous l'angle de la « dialectique des émotions et des représentations ». Il rappelle fort à propos que la surprise est certaine et qu'elle fait partie de la logique des adversaires, chacun cherchant à surprendre l'autre par le jeu d'une prise de risque plus ou moins importante. Les progrès technologiques pourraient nous laisser penser la transparence du champ de bataille comme accessible. Pourtant, ils ne résolvent pas deux difficultés principales : notre capacité à identifier les signaux faibles, et la dimension psychologique que revêt toute analyse d'une information. Puisque la surprise ne peut être évitée, il faut l'accepter et s'y préparer, d'où l'importance de la résilience.

Le colonel Philippe Pottier propose quant à lui une très intéressante analogie entre le « foquisme » et la stratégie d'Al-Qaïda en faisant l'exégèse des textes de Che Guevara, Régis Debray, Ben Laden et Abdallah Azzam. Il souligne deux importantes similitudes. D'abord, leur « inversion du processus révolutionnaire » : on ne cherche pas à mobiliser les masses avant de passer à l'action armée, estimant que c'est la violence qui permettra cette mobilisation. Ensuite, le caractère transnational qu'on souhaite donner à la révolution. Par ailleurs, pour l'auteur, Al-Qaïda a fait « évoluer » le « foquisme » en plaçant les médias au cœur de sa stratégie, en ne limitant pas les actions terroristes

à une logique militaire, et en promouvant le martyr. De cette comparaison, le colonel Pottier tire des leçons quant à la définition d'une stratégie : contenir la menace et discréditer l'alternative proposée.

Le capitaine de vaisseau Christophe Lucas revient pour sa part sur les ressemblances entre le combat naval et la guerre dans le désert. Après avoir rappelé les parentés entre les deux milieux, il souligne que la stratégie navale peut être une source d'inspiration pour les opérations en milieu désertique. En effet, dans les deux cas, l'absence de front favorise notamment la manœuvre, la surprise et l'action dans la profondeur. Inversement, les enseignements du combat en milieu désertique peuvent être utiles au combat naval, qui pourrait s'inspirer des tactiques de contre-rezzous et du *swarming* – manière de renouveler la pensée de la « Jeune école ». En termes capacitaires, cette option impliquerait le développement et l'acquisition de bâtiments polyvalents et nombreux.

Au bilan, cet ouvrage collectif est très intéressant, varié, et soulève de nombreuses pistes de réflexion. On saluera comme il convient l'initiative de cette publication, tant les armées sont riches de multiples travaux de réflexions de qualité dont trop peu sont publiés.

Rémy Hémez

## POURQUOI PERD-ON LA GUERRE ? UN NOUVEL ART OCCIDENTAL

Gérard Chaliand  
Paris, Odile Jacob, 2016,  
176 pages

L'École des Annales avait vertement rejeté « l'histoire-bataille », qui tentait

d'expliquer la cause des victoires et des défaites dans les guerres, pour lui préférer une étude inscrite dans le temps long, privilégiant les grandes mutations sociales et économiques des nations. Depuis de longues années déjà, Gérard Chaliand semble réconcilier la grande question de l'histoire militaire et de la stratégie en général – « pourquoi perd-on la guerre ? » –, avec l'étude des civilisations dans la longue durée. Dans son dernier livre, ce chercheur hors normes qui a dédié sa vie à l'étude de la conflictualité en combinant les travaux d'anthologie et les réflexions théoriques, avec l'observation au plus près des combattants, nous livre un récit brossé à grands traits de l'ascension et du déclin de la puissance militaire occidentale.

Avec en ligne de mire la crise actuelle au Moyen-Orient, Gérard Chaliand nous invite à prendre du recul, à gagner en profondeur de champ, du haut de cinq siècles d'histoire militaire qui ont donné à la civilisation occidentale la domination dont elle jouissait encore voici peu. À la manière d'une tragédie classique, le drame se déroule en trois actes.

Le premier voit l'expansion militaire continue de l'Occident du *xvi*<sup>e</sup> au début du *xx*<sup>e</sup> siècle au cours de ce que l'auteur qualifie de « dernière grande migration armée ». Si le rôle de la « révolution militaire » dans la supériorité occidentale est bien connu, Chaliand y ajoute d'autres facteurs : la division des adversaires, la connaissance intime du terrain, un pouvoir politique patient et peu gêné par des opinions publiques lointaines et généralement indifférentes, enfin une croissance démographique fournissant à chaque génération son lot de jeunes hommes avides de conquêtes et de gloire. Des conquistadors espagnols aux armées

de Lyautey, Chaliand dresse un portrait vivant et coloré de cet Occident orgueilleux, carnassier mais toujours victorieux.

À l'apogée de sa puissance au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Occident a déjà semé les germes de son déclin. Les élites colonisées vont rapporter d'Europe les enseignements les plus précieux que constituent l'organisation et la technologie politique, ainsi que la connaissance intime des opinions publiques occidentales fragilisées par les guerres intestines. Le milieu du *xx*<sup>e</sup> siècle se caractérise par un grand « retournement » qui s'illustre en Indochine, en Algérie, au Vietnam et en Afghanistan. Partout les anciens peuples vaincus cèdent le pas à de jeunes nations qui reconquièrent leur liberté face à un Occident qui s'affaiblit démographiquement. On comprend mieux avec le recul l'importance de cette période charnière dont l'auteur a vécu comme témoin oculaire les principales étapes.

Le résultat débouche sur les guerres les plus récentes (l'Irak, l'Afghanistan et la Syrie). L'auteur y voit trois échecs patents, expressions d'un Occident « enlisé », paralysé par des opinions publiques « de plus en plus frileuses et vieillissantes ». Faut-il y voir le début d'un déclin qui pourrait être aussi long que fut son ascension ? L'auteur ne le dit pas formellement, mais rien ne laisse à penser, chez ce lecteur de Toynbee, qu'une inversion de tendance soit aisée. Le précédent ouvrage de Chaliand s'intitulait *Guerre et civilisations*, il s'y interrogeait sur la vie et la mort des empires anciens. Avec ce nouvel opus, les leçons sont tirées pour notre temps.

**Élie Tenenbaum**

## AFRIQUE

### THE FRENCH WAR ON AL QA'IDA IN AFRICA

Christopher S. Chivvis  
Cambridge, Cambridge University  
Press, 2015, 240 pages

Que peut nous apporter un nouvel ouvrage sur l'opération Serval après, entre autres, le très bon opus de Jean-Christophe Notin (*La Guerre de la France au Mali*, Tallandier, 2014) ? Christopher Chivvis, directeur associé de l'International Security and Defense Policy Center de la RAND et enseignant à l'université Johns Hopkins, nous apporte en fait un point de vue différent, celui d'un Américain pouvant lire les sources en français, et qui a mené de nombreux entretiens en France afin de pouvoir traiter le sujet.

Le livre s'ouvre sur la journée du 11 janvier 2013 et le récit d'une conversation téléphonique entre le secrétaire à la Défense américain et Jean-Yves Le Drian. Leon Panetta pense alors que ce dernier va requérir la participation des États-Unis à une intervention dans ce pays. Il n'en est rien, le ministre de la Défense souhaitant simplement informer son homologue américain – à sa plus grande surprise – qu'une opération a d'ores et déjà commencé au Mali. Un étonnement mâtiné d'admiration transparait au fil des pages de l'ouvrage, sans toutefois tomber dans le panégyrique de l'action française. L'auteur se livre à une analyse froide et pesée. Selon lui, la principale raison qui pousse à étudier la stratégie française au Mali est qu'elle a fonctionné avec « seulement » 4 500 hommes, et qu'elle a démontré que toutes les interventions militaires ne nécessitaient pas, pour réussir, des volumes de forces

comparables à ceux déployés lors des guerres d'Irak et d'Afghanistan.

Chivvis ouvre son livre sur une très bonne analyse du contexte de l'intervention. Contexte français d'abord, en se posant notamment la question de savoir si la France est « le pays le plus interventionniste du monde ». Contexte malien ensuite, en développant les faits qui ont conduit à la constitution d'un « Malistan » au nord du pays, et en expliquant bien le délitement du pouvoir de Bamako, le conflit touareg, les ondes de choc consécutives au conflit libyen, etc. L'auteur décrit ensuite la stratégie française concernant le Mali d'avant janvier 2013, stratégie du « leading Africa from behind », tout en cherchant à regrouper une large coalition de pays africains pour une intervention. On le sait, cet effort de six mois s'écroule le 9 janvier 2013, lorsque les djihadistes traversent le fleuve Niger et se dirigent vers Konna. L'intervention française est alors inévitable.

L'auteur décrit ensuite synthétiquement les opérations militaires de janvier-février 2013, avec un focus particulier sur les combats dans l'Adrar, et développe de façon intéressante la problématique de la transition entre Serval et les forces internationales, en abordant la question de la régionalisation avec l'opération Barkhane.

Les dernières pages de l'ouvrage sont les plus prenantes. L'auteur s'attache en effet à dresser un bilan de cette opération. Il pose à cette occasion de passionnantes questions quant à la mesure de l'efficacité d'une intervention militaire contemporaine : doit-on prendre en compte les moyens engagés, le nombre de vies humaines sauvées, le niveau de démocratie post-intervention, ou ce qui se serait passé si rien n'avait été fait ?

Chivvis nous offre ici un très bon ouvrage de synthèse sur les opérations militaires françaises dans le Sahel, en ouvrant des pistes de réflexion plus larges sur le « modèle français d'intervention ».

**Rémy Hémez**

### **MAKING SENSE OF THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC**

Sous la direction de Tatiana Carayannis et Louisa Lombard  
Londres, Zed Books, 2015,  
384 pages

Peu d'ouvrages traitent de la République Centrafricaine (RCA), particulièrement en anglais. *Making Sense of the Central African Republic* est important car il rassemble quelques-uns des meilleurs spécialistes de la crise centrafricaine et propose une approche véritablement pluridisciplinaire. Il permet en cela de mieux comprendre ce pays d'environ quatre millions d'habitants vivant aux marges de la communauté internationale.

On ne peut revenir ici sur les douze contributions qui composent le livre. Elles apportent toutes un éclairage essentiel sur la situation actuelle du pays. Cela commence d'ailleurs par une excellente introduction à l'histoire de la RCA, rédigée par Stephen W. Smith, qui nous fait prendre conscience du tourbillon négatif dans lequel est engagé le pays depuis la colonisation. Les contributions suivantes alternent entre des problématiques assez générales comme la question de la richesse et de la pauvreté par Roland Marchal, ou les « pathologies » du maintien de la paix en RCA par Enrico Picco, et d'autres plus spécifiques, tels l'analyse

des dynamiques locales du PK5 par Faouzi Kilembe ou un chapitre sur l'Armée de résistance du seigneur en Centrafrique par Ledio Cakaj.

Malgré cet apparent foisonnement, il est possible, à la lecture de cet ouvrage, de dégager quatre lignes de forces pouvant servir de guide pour appréhender la complexité de la RCA. Premièrement, il convient de prendre en compte l'histoire violente du pays depuis sa colonisation, car elle laisse des marques profondes, notamment en ce qui concerne sa structure sociale. Deuxièmement, il faut bien se rendre compte des faiblesses récurrentes de la structure étatique centrafricaine. L'État n'a jamais fourni les services de base et n'a pas étendu son autorité à l'ensemble du pays. L'utilisation de biens publics à des fins privées y est devenue chose commune. Ainsi l'État centrafricain est, pour la plupart de ses citoyens « une douloureuse absence et une présence blessante ». Troisièmement, l'insérer dans son environnement régional est crucial pour une analyse sérieuse. Le nord de la Centrafrique est par exemple beaucoup plus intégré avec les pays frontaliers qu'avec le reste de la RCA, et les crises régionales ont de fortes répercussions sur le pays. Enfin, les très nombreuses interventions extérieures visant à rétablir la paix ont toutes échoué car elles ont cherché à remplir à « faible coût » des objectifs de court terme. Les dynamiques profondes de la crise n'ont donc pas été traitées.

Cet ouvrage, indispensable à tous ceux qui s'intéressent à la RCA mais aussi à la question générale du *peace building*, démontre bien que l'explosion de violence dans ce pays depuis 2012 est le fruit de la convergence de dynamiques de long terme complexes. Le livre remplit l'objectif affiché par les

auteurs : analyser pour la première fois en un seul volume l'économie politique, le rôle des conflits et l'influence des acteurs régionaux en RCA. Enfin, on ne peut qu'être d'accord avec le constat fait par les auteurs de la nécessité de traiter les racines profondes de la crise en redéfinissant les rôles de la société et de l'État centrafricains. Reste à espérer que l'engagement actuel de l'ONU en RCA – le plus important que le pays ait jamais connu – puisse répondre à ces exigences.

Rémy Hémez

## ASIE

### THE CHINA BOOM: WHY CHINA WILL NOT RULE THE WORLD

Ho-fung Hung  
New York, Columbia University  
Press, 2016, 264 pages

La Chine a bien passé un cap depuis la crise financière mondiale de 2008, et notamment depuis l'arrivée du président Xi Jinping à la tête du pays en 2013. Pékin a abandonné une stratégie de profil bas et est entrée dans une phase d'activisme sur la scène internationale. Mais avec cette nouvelle approche, la Chine peut-elle – ou veut-elle – transformer de manière fondamentale l'ordre libéral international ?

Nombreux sont ceux qui prévoient un nouveau monde sous tutelle chinoise, comme Martin Jacques, qui annonce, dans son livre *When China Rules the World* (Allen Lane, 2009) la fin d'un monde occidentalisé et la restauration d'une ère chinoise. D'autres, comme Michael Pillsbury

dans *The Hundred-Year Marathon* (Macmillan, 2015), affirme l'ambition du *leadership* chinois pour supplanter la puissance américaine. Mais dans *The China Boom*, Ho-fung Hung, *associate professor* de sociologie à l'université Johns Hopkins aux États-Unis et originaire de Hong Kong, défend de manière sérieuse l'argument que la Chine ne se montrera pas puissance révisionniste. En dépit de sa quête de suprématie, le pays s'est déjà intégré à l'ordre international néolibéral et ne fera, au final, que préserver le *statu quo* général.

Hung développe d'abord une analyse historique de la lutte chinoise avec la modernisation (et en particulier le capitalisme) depuis la dynastie des Qing en 1650. Pendant au moins deux siècles elle rejette le capitalisme *via* un contrôle minutieux des marchés par l'État. À partir des années 1850, la résistance commence à s'éroder selon l'auteur, et c'est ironiquement pendant la période de Mao Zedong que la Chine se dote d'une masse de capital (un stock massif de main-d'œuvre rurale, bien éduquée et efficace, et un réseau important de capitaux et d'infrastructures détenus par l'État) nécessaire pour permettre, une fois libéralisé, l'essor économique spectaculaire que l'on sait. Plutôt que d'émerger en opposition à l'ordre international existant, la Chine en profite pleinement et s'intègre au circuit financier et commercial à tel point que, pour elle, s'opposer au système libéral serait autodestructeur.

Et pourtant la Chine conteste clairement l'hégémonie et le *leadership* américains. Néanmoins, pour l'auteur, si la Chine est la première puissance « capitaliste » à s'opposer aussi fermement à la domination militaire des États-Unis, elle soutient malgré elle l'hégémonie économique de ces derniers *via*



l'addiction de son économie à l'export, et son énorme rachat de la dette américaine *via* des bonds de trésors émis en dollars US. Autre problème pour la Chine, pourtant bien étudié par ailleurs : les déséquilibres persistants de son économie – la dépendance à l'export, mais aussi vis-à-vis des investissements publics et de la dette – risquent de nuire sérieusement à la croissance et au développement. Pour retrouver une croissance durable et s'opposer à l'hégémonie économique américaine, les prescriptions de l'auteur sont claires (et constituent déjà un mantra pour les autorités chinoises) : rééquilibrer l'économie chinoise en dopant le revenu des ménages et en renforçant la part de leur consommation dans l'économie. Mais même si la Chine retrouve son souffle, explique Hung, elle sera au mieux «une nouvelle puissance au sein d'un vieil ordre mondial».

**John Seaman**

### **CHINA'S MILITARY TRANSFORMATION**

You Ji  
Cambridge, Polity Press, 2015,  
256 pages

Publié plus d'une décennie et demie après son premier ouvrage sur les forces armées chinoises<sup>1</sup>, *China's Military Transformation* permet de mesurer l'extraordinaire transformation de l'appareil militaire chinois au cours de cette période. La principale originalité – et l'axe majeur – de ce livre est de considérer l'Armée populaire de libération (APL) dans son aspect janusien, à la fois acteur d'un jeu politique

interne complexe et outil de la nouvelle puissance chinoise à l'extérieur. En ce sens, cet ouvrage tente d'établir un lien – si ce n'est des corrélations – entre les évolutions de l'APL dans deux espaces faisant habituellement l'objet d'études hermétiquement séparées.

Les deux premiers chapitres se focalisent sur les transformations des relations entre les forces armées chinoises et le politique. L'un des points les plus marquants du livre se trouve sans doute dans les premières pages, où You Ji souligne le glissement d'une logique de «symbiose» à une logique de «communauté de destin». Découlant d'un changement de la composition sociale de l'APL, de sa professionnalisation et d'un déplacement de son centre de gravité idéologique vers un nationalisme affirmé, cette transformation implique une armée obéissant à une logique de communauté d'intérêt avec le parti – ce qui laisse envisager la possibilité d'intérêts divergents. Cette métamorphose en profondeur de la relation armée/pouvoir politique est illustrée dans le chapitre suivant avec une analyse détaillée des «modes de management» employés par Jiang Zemin et Hu Jintao.

Une deuxième partie s'intéresse à l'implication de l'APL dans les questions de sécurité intérieure et extérieure. L'un des mythes ici battu en brèche par You Ji est celui d'un divorce entre forces armées et pouvoir politique. Si certains analystes ont tenté de déceler des prises d'initiatives indépendantes de l'appareil militaire – comme les provocations en mer de Chine orientale et méridionale –, You Ji montre au contraire clairement que parti et armée portent un projet commun, ne serait-ce que parce que l'APL est institutionnellement intégrée à l'ensemble des décisions de politique étrangère. Le

1. Y. Ji, *The Armed Forces of China*, New York, I.B. Tauris, 1999.

chapitre sur la Police armée du peuple (PAP) est sans doute moins original, bien que mettant en lumière la complexité des mécanismes de contrôle de la PAP et son rôle dans la répression de toute opposition organisée au pouvoir, la lutte antiterroriste et le développement d'actions civilo-militaires.

Les deux derniers chapitres traitent de l'APL sous l'angle plus classique de son extraordinaire montée en puissance, en se focalisant sur les domaines aérospatial et naval. Ces chapitres mettent en lumière l'expansion rapide des domaines d'intervention envisagés, et soulignent le déplacement de la doctrine d'emploi des forces vers l'offensive et la préemption. Dans un contexte où plus d'une analyse demeure anesthésiée par le mythe d'une culture stratégique défensive, ou par le discours officiel produit par Pékin, l'analyse de You Ji a le mérite de dégager un fil conducteur expliquant la modernisation accélérée de l'appareil militaire chinois, et de connecter capacités accrues et ambitions.

**Yves-Heng Lim**

### **ISLAM AND DEMOCRACY IN INDONESIA. TOLERANCE WITHOUT LIBERALISM**

Jeremy Menchik  
Cambridge, Cambridge University  
Press, 2016, 224 pages

Jeremy Menchik, *assistant professor* en science politique et en études religieuses à la Pardee School of Global Studies de l'université Boston, offre à travers cet ouvrage une meilleure compréhension du concept souvent galvaudé de tolérance et des limites de sa relation avec le libéralisme politique. L'auteur s'inscrit dans la lignée

des travaux visant à « provincialiser » (Dipesh Chakrabarty) des concepts d'origine occidentale, dont la dimension normative peut recouvrir des significations variées lorsqu'ils sont étudiés dans leur contexte socio-historique et culturel. Une enquête historique et sociologique approfondie sur trois organisations religieuses indonésiennes (Nahalatul Ulama, Muhammadiyah et Persis) lui permet de démontrer, contrairement à ce qui paraît une évidence dans la tradition rawlsienne, qu'une adhésion explicite à la notion de tolérance peut accompagner une conception communautaire rejetant le libéralisme politique. L'ouvrage parvient ainsi à offrir un apport important aux études de théorie politique comparée, tout en enrichissant la connaissance de l'islam et du système politique indonésien.

L'une des qualités de ce travail tient au pluralisme disciplinaire et méthodologique auquel se tient, avec beaucoup de rigueur, Jeremy Menchik. Empruntant à la socio-histoire du politique et à la théorie politique comparée, il montre comment l'État indonésien et les organisations religieuses qui lui préexistaient se sont co-constitués au cours du xx<sup>e</sup> siècle. La spécificité du rapport entre religion et politique en Indonésie, modèle *sui generis* d'État monothéiste – l'auteur invente à son propos l'expression *godly nationalism* –, permet d'appeler à une meilleure prise en compte du rôle joué par les acteurs religieux dans la formation des systèmes politiques, contre la longue tradition des sciences sociales fondée sur l'idée d'une inéluctable marginalisation des religions au fil de l'entrée dans la modernité. Partant, au contraire, des tractations plus ou moins institutionnalisées ou explicites entre l'État et les organisations religieuses, pour la définition de leurs domaines respectifs et



l'établissement de normes en matière de croyances, l'auteur souligne le rôle central des organisations religieuses dans l'émergence de ce qu'il est désormais convenu de qualifier de «moder-  
nité multiple».

L'enquête elle-même, originale dans le champ de la science politique comme dans celui des études indonésiennes, associe l'analyse qualitative d'archives et d'entretiens à l'étude quantitative de plus d'un millier de questionnaires remplis par des représentants des organisations étudiées. La rigueur méthodologique de l'auteur prend certes parfois le pas sur la fluidité du propos. Mais l'une des richesses de ce travail est sa présentation très didactique de la méthodologie suivie et des résultats obtenus, sous forme de tableaux chiffrés et d'arguments modélisés qui viennent illustrer un propos très clair. Il ne fait aucun doute que cet ouvrage s'installera comme une référence, tant pour sa contribution à une compréhension située du concept de tolérance, que pour son apport aux travaux existants – citons, pour s'en tenir au champ francophone, ceux d'Andrée Feillard, Rémy Madinier et Gwenaël Njoto-Feillard – sur le rapport au politique des organisations islamiques indonésiennes.

**Delphine Alles**

**TRANSNATIONAL ISLAMIC ACTORS  
AND INDONESIA'S FOREIGN POLICY:  
TRANSCENDING THE STATE**

Delphine Alles  
Londres, Routledge, 2016,  
224 pages

Ce travail rigoureux – en témoignent notes, index et bibliographie – satisfera

non seulement les internationalistes – l'appareil théorique sur le transnationalisme est robuste –, mais aussi les spécialistes de l'Indonésie puisque le lecteur est invité à revisiter l'histoire du pays. Les islamologues ne sont pas plus oubliés, Olivier Roy étant par exemple mobilisé, et les problématiques soulevées trouvent un écho direct dans les débats actuels.

Les acteurs islamiques transnationaux d'Indonésie interfèrent-ils dans la politique étrangère du pays – avec des développements sur l'islam «en Indonésie» ou «d'Indonésie», sur l'identité musulmane à assumer sans se laisser déborder, et sur les réactions face au radicalisme ? On pourrait poser la question de l'actualisation de ce texte. Mais l'essentiel est de voir la thèse confortée par les faits.

Les deux premiers chapitres, historiques, dressent un état des lieux des mouvements, et des conséquences pour la politique étrangère du pays avant 1998, à savoir : éviter l'interaction avec la sphère religieuse, voire la circonscrire sans l'ignorer en faisant preuve de pragmatisme si besoin est, notamment à l'échelle interne. Ces chapitres annoncent les deux suivants, en miroir : état des lieux post-1998 – montée en puissance des acteurs transnationaux, avec d'intéressants développements sur la dimension transnationale de mouvements nationaux –, et leçons pour la diplomatie actuelle. C'est ici le cœur du livre. L'Indonésie veille à sa stabilité et à son image en encadrant de façon positive ces acteurs non étatiques. L'idée est soit de leur répondre et de s'adapter en les intégrant dans le processus diplomatique par différents canaux et dans le respect des valeurs traditionnelles ; soit d'être proactif en externalisant la

diplomatie auprès de ces acteurs, *via* une direction au ministère des Affaires étrangères, ou à travers une « diplomatie totale ».

Notons que si Delphine Alles se montre fidèle à Hefner, Van Bruinessen et Sukma, elle n'hésite pas à prendre parfois ses distances. Elle évite ainsi le piège de la description de connexions trop formelles avec Al-Qaïda et relève une rupture depuis la *Reformasi* de 1998. Selon elle, un compromis au terme de négociations est possible entre acteurs musulmans et État. Avec l'idée de réconcilier Occident et monde musulman ? On attend la traduction diplomatique de ce choix de Djakarta au Moyen-Orient dans le contexte actuel, alors que le président Jokowi semblait vouloir concentrer sa politique étrangère sur la nature archipélagique du pays.

Quelques comparaisons avec la Malaisie mettent les résultats de la recherche en perspective. La problématique est si passionnante qu'on la proposerait volontiers pour Singapour, qui se questionne à propos de sa propre communauté musulmane, certes minoritaire.

En conclusion : ouvrage à lire ! Avec Formichi et Njoto-Feillard<sup>1</sup>, une nouvelle génération – européenne, loin du militantisme de quelques campus australiens – apporte son regard croisé sur l'islam indonésien.

**Éric Frecon**

1. C. Formichi, *Islam and the Making of the Nation: Kartosuwiro and Political Islam in 20<sup>th</sup> Century Indonesia*, Leiden, KITLV, 2012 ; G. Njoto-Feillard, *L'Islam et la réinvention du capitalisme en Indonésie*, Paris, IISMM-Karthala, 2012.

## MÉDITERRANÉE/MOYEN-ORIENT

### GÉOPOLITIQUE DE LA MÉDITERRANÉE

Béligh Nabli

Paris, Armand Colin, 2015,

288 pages

Abordant la géopolitique de la Méditerranée, Béligh Nabli montre à nouveau les qualités de synthèse et de clarté manifestées dans son précédent ouvrage *Comprendre le monde arabe*, publié en 2013. Le sujet est complexe et sensible à bien des points de vue. Terminé avant la crise des réfugiés qui s'est développée de façon spectaculaire fin 2015-début de 2016, il permet d'en mieux comprendre les racines et les conséquences. De façon prémonitoire, il soulignait déjà les défaillances de l'Union européenne : « Cette incapacité à s'inscrire dans un ensemble commun trahit aussi l'absence de vision stratégique au moment où la question migratoire prend une dimension humanitaire et devient une donnée constitutive de l'avenir économique et démographique de l'Europe. »

Évoquant successivement tous les aspects du monde méditerranéen – histoire, culture, hétérogénéité politique, fractures économiques et démographiques, conflits et jeu des influences extérieures – l'auteur reconnaît qu'il n'a plus le rôle central joué pendant plusieurs siècles, tout en demeurant un « espace stratégique mais aussi un espace mondial au sens où il constitue la caisse de résonance des événements internationaux contemporains ». Certes le monde méditerranéen a des caractères spécifiques et affiche des traits communs – en particulier un certain art de vivre –, et les civilisations méditerranéennes « forment ensemble

une construction par sédimentation». Mais il a également une «identité mosaïque», et l'évolution actuelle va plutôt dans le sens de sa fragmentation en blocs antagonistes.

La politique méditerranéenne de la France et de l'Europe – qu'elle a largement inspirée –, fait l'objet de développements critiques. L'auteur évoque en particulier l'échec de l'Union pour la Méditerranée, qui devait reposer sur «un grand rêve de paix et de civilisation». Initiée de façon brouillonne malgré la mise en garde du Quai d'Orsay, elle fut lancée sans concertation préalable avec nos principaux partenaires, notamment l'Espagne et l'Allemagne, et sans véritable intérêt de la part des pays du Sud. Elle n'apparaît plus maintenant que comme une coquille vide.

Toutes les grandes puissances s'intéressent à cet espace sensible. S'agissant des États-Unis, leur désengagement, souligne Beligh Nabli, ne sera que relatif, et leur vigilance continuera de s'exercer contre tout ce qui pourrait menacer la sécurité d'Israël. La Chine devient également «une nouvelle puissance méditerranéenne» dont il ne faut pas sous-estimer le rôle. Certes les motivations économiques dominent, mais les ressortissants chinois sont de plus en plus nombreux dans les pays du Sud, et les préoccupations politiques ne sont pas absentes : elles s'affirment, comme le montre le jeu de Pékin au Conseil de sécurité, notamment sur la Syrie, et l'évidente volonté de développer un dialogue politique, en particulier à travers le forum Chine-pays arabes qui se réunit régulièrement. Les manœuvres navales conjointes avec la Russie menées en mai 2015 témoignent aussi de l'ambition chinoise de s'afficher comme un acteur influent en Méditerranée.

Dans le contexte spécialement turbulent que connaît le monde méditerranéen, ce livre apporte un décryptage intellectuellement stimulant et mérite une lecture attentive.

**Denis Bauchard**

### **ATLAS DU MOYEN-ORIENT. AUX RACINES DE LA VIOLENCE**

Pierre Blanc et Jean-Paul

Chagnollaud

Paris, Autrement, 2016, 96 pages

Cet ouvrage, court mais dense, répond à un besoin évident. Au moment où le Moyen-Orient est devenu «l'épicentre des violences», cet atlas propose une grille de lecture des «raisons du malheur», de même qu'il aborde de façon thématique tous les grands dossiers du moment. Les co-auteurs, tous deux universitaires, connaisseurs reconnus de cette région, nous aident à comprendre à travers cartes, graphiques et documents, la complexité d'un Moyen-Orient où les idées simples sont insuffisantes pour décrypter les turbulences actuelles.

Cet atlas rappelle tout d'abord, dans une partie historique, comment cette violence «s'est largement dessinée il y a un siècle avec la dislocation de l'Empire ottoman», dont la responsabilité revient essentiellement à la Grande-Bretagne et à la France. Sur la base des accords Sykes-Picot et de la déclaration Balfour, un nouvel ordre a été imposé, provoquant contestations et frustrations. Une deuxième partie évoque les «dérives idéologiques et politiques» qui affectent cette région, et qui contribuent à expliquer les violences actuelles. Dans une troisième partie sont décrites ses ressources, où l'abondance dans le domaine des

hydrocarbures côtoie la pénurie dans d'autres, en particulier pour l'eau. La dernière partie sur «les figures de la guerre» dresse un tableau sans concession des champs de bataille actuels, latents ou ouverts, de même que du rôle des différents acteurs régionaux ou extérieurs.

Certains graphiques illustrent de façon frappante les textes. Il en est ainsi de celui qui retrace la dérive islamiste. À partir de 1967, on peut constater une décrue des partis nationalistes au profit de mouvements qui mettent l'accent sur l'islam et propagent, devant l'échec des gouvernements, un slogan simple et efficace : «L'Islam est la solution.» Certes, certains de ces mouvements sont relativement anciens, comme les Frères musulmans fondé en Égypte en 1928, mais leur idéologie connaît un essor récent qui dépasse largement les frontières de l'Égypte et plusieurs d'entre eux prennent le pouvoir. De même les mouvements salafistes, dont la promotion est assurée sur le plan idéologique et financier par les pays du Golfe, s'affirment partout et rayonnent dans l'ensemble du monde arabo-musulman. La naissance d'Al-Qaïda en 1988, puis de l'État islamique, témoigne du passage d'une frange de ces mouvements, peu nombreuse mais active et déterminée, vers la radicalité.

Plusieurs tableaux sont consacrés à la tragédie syrienne. L'un d'entre eux montre clairement la place des différents acteurs locaux – le régime, les opposants anti-Assad, les forces kurdes et l'État islamique – mais également le jeu des acteurs extérieurs, dont les objectifs et les priorités sont très divers, voire contradictoires. D'autres évoquent l'ampleur du nombre des réfugiés et des déplacés, et les destructions patrimoniales.

La conclusion des auteurs n'est guère optimiste, constatant que les événements en cours depuis 2010 «ne sont pas une crise de plus, mais certainement un basculement historique, une forme de rupture avec le passé». Quelques pistes de réflexion sont esquissées, mais «le chemin à parcourir est considérable pour construire un Moyen-Orient stable et en paix avec lui-même».

**Denis Bauchard**

## ATATÜRK

M. Sükrü Hanioglu

Paris, Fayard, 2016, 288 pages

Père fondateur de la république de Turquie, Mustafa Kemal Atatürk a inspiré d'innombrables biographes plus ou moins talentueux, et l'on est tenté au premier abord de se demander s'il était nécessaire de lui consacrer un nouvel ouvrage. Tout n'a-t-il pas déjà été dit sur l'homme, de sa jeunesse d'officier idéaliste à ses multiples réformes, en passant par son rôle crucial dans la bataille des Dardanelles ?

Or c'est bien des récits stéréotypés aux limites de l'hagiographie que Sükrü Hanioglu, professeur d'histoire ottomane à l'université de Princeton, s'éloigne résolument. Le mythe kémaliste, encore très vivace en Turquie, a tendance à présenter Atatürk comme un visionnaire isolé, en avance sur son époque et ses contemporains. À travers sa «biographie intellectuelle», l'auteur entend tout d'abord nuancer cette approche. Il montre que les idées d'Atatürk étaient au contraire partagées, certes pas par la majorité des Ottomans mais par une frange non négligeable de sa génération, avide de sciences et de

modernité. La vision kémaliste n'est pas une exception sortie de quelque intuition géniale, mais plutôt le prolongement des idées nouvelles apparues dans l'Empire ottoman à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, idées que l'auteur présente en détail.

Suivant un plan vaguement chronologique, l'ouvrage s'intéresse largement aux penseurs ottomans et européens qui ont influencé le jeune Mustafa Kemal, et guidé ses actions ultérieures. Il éclaire en particulier l'éclectisme de ces sources, qui vont de l'obscur naturaliste allemand Ludwig Büchner à Ziya Gökalp, figure majeure du turquisme. Il replace ainsi l'œuvre kémaliste dans le contexte intellectuel et idéologique de son époque, marquée tout à la fois par le scientisme, l'émergence des nationalismes, et une fascination grandissante pour la modernité européenne. Pour Sükrü Hanioglu, le vrai mérite d'Atatürk est d'avoir su faire de cet ensemble disparate un corpus intellectuel relativement cohérent pour jeter les bases d'un régime nouveau.

On s'intéressera particulièrement au chapitre consacré au « communisme musulman », car il éclaire un pan relativement méconnu de la pensée kémaliste : son rapport à l'idéologie communiste, et à la Russie bolchévique qui en était alors le fer de lance. On y découvre un dirigeant pragmatique et réaliste, qui s'autorise quelques contorsions idéologiques en échange d'un soutien russe fort utile en pleine guerre d'indépendance. Ce réalisme – ou ce cynisme – géopolitique perdurera tout au long de l'ère kémaliste. Par certains aspects, il préfigure les hésitations ultérieures d'une Turquie qui, tout en tournant son regard vers l'Ouest, aura régulièrement la tentation de se trouver des appuis à l'Est.

Publiée aux États-Unis dès 2011, *Atatürk: An Intellectual Biography* méritait bien

d'être enfin traduite en français. Riche en enseignement sur l'histoire intellectuelle de l'Empire ottoman, elle permet de comprendre les influences idéologiques qui ont accouché de la Turquie contemporaine. Démythifié, Atatürk y apparaît davantage comme un dirigeant audacieux marqué par ce foisonnement d'idées nouvelles que comme leur inspireur. Ce qui, du reste, ne diminue guère son mérite mais permet de rappeler que les grandes entreprises politiques ne peuvent être dissociées d'un contexte idéologique donné.

**Aurélien Denizeau**

### LE CAUCHEMAR SYRIEN

Ignace Dalle et Wladimir Glasman  
Paris, Fayard, 2016, 400 pages

Cet ouvrage peut être considéré comme une référence sur la guerre civile qui ensanglante la Syrie depuis 2011. Écrit par deux excellents connaisseurs du monde arabe – dont le regretté Wladimir Glasman qui, sous le pseudonyme d'Ignace Leverrier, a tenu un blog très informé sur le site du *Monde* –, il propose non seulement beaucoup d'informations mais aussi une réflexion sur l'évolution du « cauchemar syrien » et sur ses causes profondes, de même que sur le jeu des principaux acteurs du drame et les « dommages collatéraux » subis par les pays voisins.

S'agissant de la guerre elle-même, les auteurs soulignent l'atomisation des combats : il s'agit d'une multitude de « mini conflits » entre groupes de dimensions variables, mal coordonnés, parfois rivaux. Après une brève phase de manifestations pacifiques, la politique menée par Damas est délibérément répressive. Le pouvoir n'hésite

pas à pratiquer la politique du pire, jouant la carte des divisions ethniques ou religieuses, bombardant de façon indiscriminée les populations dans les zones de combat, libérant des prisonniers djihadistes qui vont grossir les rangs des groupes radicaux. Du côté des rebelles, malgré la mise en place spontanée de coordinations locales, l'opposition « modérée » peine à s'organiser et à affirmer sa représentativité. Au Conseil national syrien formé dès 2011, succède une coalition qui élargit cette représentativité et qui, progressivement, passe sous l'influence de l'Arabie Saoudite et de la Turquie. Le Front Al-Nosra, qui se réclame d'Al-Qaïda, prend de l'importance dès le début 2012. Un Front islamique réunissant des éléments salafistes apparaît à la fin de cette même année. Enfin Daech, dont les racines sont irakiennes, arrive brutalement en scène en 2013, contrôle la vallée de l'Euphrate et parvient jusqu'aux portes d'Alep. Ainsi l'opposition connaît-elle une double évolution : une fragmentation entre de nombreuses factions autonomes, voire rivales, au détriment de l'Armée syrienne libre ; une radicalisation au profit des mouvances djihadistes ou salafistes qui fournissent les combattants les plus nombreux et les plus efficaces.

Mais ce champ de bataille s'internationalise avec des acteurs régionaux ou extérieurs à la région, poursuivant chacun des objectifs propres, voire contradictoires. Le jeu de l'Iran, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie sont ainsi décryptés, de même que celui de la Russie et des pays occidentaux. Ce conflit se complexifie et prend une dimension internationale : la Syrie devient un champ de bataille où s'affrontent par procuration l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Face à cette situation, la politique des pays occidentaux apparaît quelque peu

fluctuante : des erreurs de jugement ont été commises, tant sur la résilience du régime que sur la détermination de ses alliés russe et iranien. S'agissant des États-Unis, le président Obama s'est refusé à s'engager de nouveau dans un borbier moyen-oriental dont il essayait, au contraire, de s'extraire. Il y a eu sans doute des occasions manquées, mais l'opposition au régime a-t-elle atteint à un moment le niveau de crédibilité et de représentativité qui auraient justifié un appui politique et militaire massif ?

Ce livre étudie tous les aspects du conflit dans son extrême complexité et propose une grille de lecture intéressante, mais qui n'incite guère à l'optimisme pour l'avenir.

**Denis Bauchard**

**SQUANDERED OPPORTUNITY.  
NEOCLASSICAL REALISM AND IRANIAN  
FOREIGN POLICY**

Thomas Juneau  
Redwood City (CA), Stanford  
University Press, 2016, 296 pages

Cet ouvrage présente une étude théorique de la politique étrangère iranienne de 2001 à 2009 en se fondant sur une approche néoréaliste. L'auteur développe une approche théorique originale mais ne s'appuie ni sur des sources primaires en persan ni sur une recherche de terrain. L'hypothèse de départ illustre l'analyse dominante dans les milieux d'experts occidentaux sur l'incapacité de la stratégie internationale de Téhéran à mettre en valeur les potentialités du pays dans un environnement stratégique considéré ici comme « favorable » à la suite du renversement des régimes taliban (2001)



et de Saddam Hussein (2003). Il estime également que la capacité de nuisance de Téhéran n'implique pas une capacité positive de stabilisation du pays.

Après une présentation de la théorie néoréaliste, Thomas Juneau décrypte les fondements de la puissance iranienne entre 2001 et 2009 : la position géographique, une population de 80 millions d'habitants même si l'auteur souligne les fractures ethniques traversant la société iranienne, qu'il voit comme une faiblesse. Cette vision est très présente dans les milieux d'expertise occidentaux, même si elle apparaît largement faussée par une vision surdéterminée par une relation de rivalité. On peut en effet aussi envisager la diversité ethnique de l'Iran comme une force et une richesse en raison du plurilinguisme de la majorité des populations de la périphérie du territoire iranien. L'auteur s'intéresse également à la puissance militaire iranienne qui reste structurellement faible selon lui, et ce malgré le doublement du budget de la défense du pays entre 2001 et 2010, date à laquelle il atteint 10,6 milliards de dollars. Juneau note que les pays du Conseil de coopération du Golfe ont dépensé collectivement dix fois plus que l'Iran dans le secteur de la défense en 2013 (99 milliards de dollars contre 9,5).

Par ailleurs, en dépit de l'augmentation des prix du pétrole dans cette période, l'économie iranienne doit encore surmonter le choc de la Révolution (1978-1979) et celui de la guerre Iran-Irak (1980-1988). *Last but not least*, l'auteur souligne l'absence de puissants alliés étatiques de l'Iran, même si la République islamique entretient des liens stratégiques avec des acteurs non étatiques influents en Irak, au Liban et dans les territoires palestiniens. De même il inscrit les relations

irano-russes et irano-chinoises dans une stratégie de contournement de l'hégémonie occidentale. Dans le chapitre sur les « pathologies internes », il juge que c'est en raison du décalage entre la perception qu'ont les Iraniens de leur rôle dans la région et le refus des États arabes de le reconnaître, que l'Iran a mis en œuvre une politique étrangère révisionniste. Il énumère ensuite les « pathologies » : un nationalisme sourcilleux, un chiisme politisé, l'identité du régime et le factionnalisme de la République islamique.

Si l'auteur ne propose pas une recherche novatrice au niveau des sources, son questionnement théorique de la politique étrangère iranienne lui permet d'éclairer d'un jour nouveau la difficile insertion de l'Iran dans son environnement régional et international. Il serait opportun de poursuivre cette première recherche par une étude des acteurs institutionnels iraniens, et une analyse des fondements idéologiques de l'action internationale de la République islamique.

**Clément Therme**

### **SAUDI ARABIA. A KINGDOM IN PERIL**

Paul Aarts et Carolien Roelants  
Londres, Hurst & Company, 2015,  
288 pages

Depuis la résurgence d'attentats islamiques en Europe, l'Arabie Saoudite est redevenue – comme après le 11 septembre 2001 – l'objet de vives critiques pour son rôle dans la diffusion de l'idéologie wahhabite qui alimente la radicalisation des djihadistes, depuis plusieurs décennies maintenant. Pour l'observateur souhaitant dépasser la vision quelque peu caricaturale des

médias français, l'ouvrage de Paul Aarts et Carolien Roelants arrive à point nommé : ils y offrent un tour d'horizon de l'Arabie Saoudite qui dévoile méticuleusement ses contradictions.

Aarts et Roelants reviennent d'abord sur les liens historiques entre clergé wahhabite et famille Saoud, qui ont garanti jusqu'à aujourd'hui la stabilité du royaume. Mais c'est pour mieux souligner les nombreuses fissures dans l'édifice : la pauvreté grandissante de la population, l'incapacité des administrations saoudiennes à mettre en œuvre les quelques réformes ambitieuses du défunt roi Abdallah, ou encore la marginalisation de la communauté chiite de plus en plus perçue comme un cheval de Troie de l'Iran voisin.

Le livre se révèle passionnant lorsqu'il aborde des thématiques peu abordées : le rôle des réseaux sociaux ou encore le développement de l'art contemporain. Dans un régime autoritaire, la présence de militants saoudiens sur les sites Facebook et Twitter, où ils diffusent des vidéos de femmes au volant, des bavures de la *Muttawa* (police religieuse), ou encore des appels à manifester, peut sembler relever du paradoxe. Comment la famille régnante peut-elle s'accommoder de cette contestation ? Selon Aarts et Roelants, l'activisme « virtuel » est toléré tant qu'il ne déclenche pas de soulèvements réels – lesquels sont d'ailleurs restés à ce jour modestes, à l'exception des soulèvements dans la province chiite. En quelque sorte, les réseaux sociaux deviennent des soupapes de sûreté qui canalisent les frustrations des jeunes Saoudiens.

Il en est de même quant à l'essor, balbutiant, de l'art contemporain saoudien. Dans ce chapitre, les auteurs sont allés à la rencontre de plusieurs peintres et cinéastes dans la ville « libérale » de

Djeddah, pour montrer comment certains artistes s'affranchissent du carcan imposé par la société saoudienne. Le résultat de ces entreprises individuelles reste modeste, tant sur le plan sociétal qu'artistique, mais il révèle une facette méconnue du pays.

De facture plus classique, les derniers chapitres abordent la scène internationale, et plus particulièrement la politique étrangère saoudienne depuis le déclenchement des printemps arabes de 2011. Ils soulignent les crispations d'un régime qui soutient le maréchal Al-Sissi contre les Frères musulmans égyptiens, les groupes rebelles syriens contre Bachar Al-Assad, et intervient au Yémen pour mater la rébellion des Houthis.

Si Aarts et Roelants restent prudents sur le devenir du royaume et n'annoncent pas sa chute prochaine, ils livrent un portrait exhaustif des défis majeurs auxquels devra faire face la famille régnante : la nécessaire adaptation de l'appareil religieux et idéologique aux réalités de la société saoudienne contemporaine ainsi que la diversification et la modernisation économiques pour répondre à la crise de l'emploi et protéger le pays contre les aléas du marché pétrolier. Sans crier à l'effondrement, les auteurs offrent donc les clés pour apprécier le futur du régime saoudien.

**Jean-Loup Samaan**

### **SAUDI ARABIA AND NUCLEAR WEAPONS. HOW DO COUNTRIES THINK ABOUT THE BOMB?**

Norman Cigar

Londres, Routledge, 2016,  
240 pages

L'Arabie Saoudite, État nucléaire ? Au tout début des années 2000, lorsque



L'auteur de ces lignes émettait cette hypothèse et analysait dans diverses publications les circonstances qui pourraient conduire Riyad à s'engager dans cette voie, ainsi que les scénarios d'un éventuel programme nucléaire militaire saoudien, nombre de spécialistes du pays lui répondaient que le scénario était totalement fantaisiste... Pourtant, l'hypothèse a considérablement gagné en crédibilité au cours des dix dernières années et justifie désormais une attention soutenue, même si elle est peu discutée publiquement – ne serait-ce que du fait de sa sensibilité politique.

Parmi les rares experts militaires arabophones américains, Norman Cigar est une exception : il connaît bien la région et analyse depuis longtemps les questions relatives aux arsenaux balistiques et nucléaires. Auteur d'une monographie remarquée sur les missiles stratégiques saoudiens (*Saudi Arabia's Strategic Rocket Force: the Silent Service*, Middle East Studies, 2014), il propose ici une analyse complète de la question nucléaire vue de Riyad.

L'ouvrage tient ses promesses : comme le précise le sous-titre, il s'agit de comprendre « comment l'Arabie Saoudite pense la question nucléaire ». S'il s'appuie naturellement sur des déclarations officielles, il ne prétend pas avoir accès au « premier cercle » de décision. Il fait ainsi la part belle à la presse saoudienne (plusieurs centaines de citations traduites), en affirmant – non sans raison – que son contenu reflète généralement assez bien, notamment pour les organes proches du pouvoir, l'état du débat sur une question au sein de l'élite du pays.

Sans surprise, le comportement de la République islamique d'Iran est présenté comme *la* clé de l'avenir nucléaire saoudien, et ce depuis dix ans maintenant : que celle-ci reprenne ses activités

nucléaires militaires et il ne fait guère de doute, dans l'esprit de l'auteur, que Riyad voudra posséder une capacité de dissuasion – sans doute en propre, la monarchie ne faisant plus guère confiance à Washington.

L'auteur décrit comment la famille royale semble « préparer le terrain » pour une éventuelle option nucléaire : en s'assurant de la légitimité politique de ce choix auprès des élites et de la population ; en modernisant l'arsenal de missiles à longue portée acquis auprès de la Chine dans les années 1980, dans un esprit dissuasif ; et en accroissant son effort de recherche dans le domaine nucléaire, ostensiblement pour préparer un programme électronucléaire ambitieux.

Sur la forme, on pourra regretter que Cigar procède trop souvent de manière descriptive et énumérative, égrenant les citations sans toujours en hiérarchiser l'importance. Sur le fond, il est dommage que dans une publication qui veut s'établir en référence, les relations avec le Pakistan et les visions saoudiennes d'une éventuelle « option pakistanaise » dans les réflexions conduites à Riyad occupent aussi peu de place. D'autres dimensions du sujet sont totalement absentes. Sur le plan technologique, l'Arabie Saoudite pourrait-elle se lancer seule dans l'aventure ? Sur le plan politique, comment l'Amérique réagirait-elle si Riyad se lançait dans des activités prohibées ?

La lecture de ce compendium est indispensable pour quiconque s'intéresse à l'avenir stratégique de l'Arabie Saoudite. Mais l'ouvrage de Cigar n'est pas la somme définitive que l'on aurait été en droit d'attendre de sa part sur la question nucléaire saoudienne.

**Bruno Tertrais**

## RUSSIE/NEI

### QUE VEUT POUTINE ?

Jean-Robert Jouanny  
Paris, Seuil, 2016, 176 pages

### RUSSIE-EUROPE. DES MALENTENDUS PANEUROPÉENS

Jean-Christophe Romer  
Paris, Éditions L'Inventaire, 2016,  
112 pages

Sous un titre fort simple, Jean-Robert Jouanny nous offre une réflexion dont les grands mérites sont la clarté et la mesure. Il n'est pas bien sûr qu'il réponde à sa propre question, mais au moins les principaux éléments de réponse sont-ils là.

Ces éléments sont d'abord historiques, dans la courte période de vie de la Russie postsoviétique. Vladimir Poutine et son régime sont d'abord les héritiers de la déroute du système soviétique et de l'échec de la décennie eltsinienne. Sont ici passés en revue les éléments qui ont permis le rebond de l'État russe dès l'accès au pouvoir de Poutine : le développement de la rente énergétique, la hausse concomitante des revenus de la population, la réaffirmation de l'autorité étatique – même imparfaite –, et l'affirmation progressive d'un bric-à-brac idéologique illustrant les contradictions du pays, mais le rattachant à sa propre histoire. Les faiblesses du régime sont aussi claires : l'absence d'opposition structurée – qui, à terme, ne doit pas être vue comme une force ; l'absence d'une réforme économique de fond qui permettrait de résister à l'érosion de la rente ; la diversité des forces qui soutiennent le régime : appareils de forces, oligarques,

une classe moyenne qui pourrait en arriver à douter de son efficacité.

Comme le «bétonnage» idéologique, l'action de politique étrangère doit être vue comme une «consolidation sociale». Celle-ci repose sur un corpus mental composé de quatre éléments principaux : la référence à un véritable affrontement de civilisations ; l'idée que la Russie doit emprunter sa propre voie vers la modernité – et non balbutier les modèles occidentaux ; la vision d'un champ international toujours prioritairement structuré par les rapports de forces ; enfin la conscience de l'impératif de défense – écho classique d'un sentiment obsidional, mais aussi effet en retour de l'effondrement militaire des années 1990.

À partir de ces bases, on comprend mieux «la peur du déclassement dans l'étranger proche», et la difficulté de Moscou à réorganiser ses relations avec un Occident qui l'a doublement déçue. Les États-Unis ne sont plus le «pair» qui l'introduit au plus haut niveau du dialogue international, et l'Union européenne est incapable de s'ériger en partenaire structurant, ou même crédible. On comprend aussi le fantasme – plus que l'espoir – de retrouver, hors même du Vieux continent, un poids mondial.

Tacticien hors pair, Vladimir Poutine n'a peut-être pas de stratégie. Ou ses affichages stratégiques ne correspondent guère à ses moyens. L'intérêt de cet ouvrage court et clair est de proposer les éléments de compréhension indispensables pour juger des politiques actuelles du régime russe, tout en rappelant que nulle stabilisation internationale, et surtout européenne, ne peut être durable hors du dialogue avec Moscou – un dialogue dans lequel l'Union européenne devrait être en première ligne.

Plus historique comme de juste, l'ouvrage de Jean-Christophe Romer met utilement en perspective la réflexion de Jouanny. L'auteur se focalise ici sur les relations Russie-Europe, à partir d'une quadruple perspective : les représentations croisées de l'Autre ; les relations de la Russie avec l'Europe institutionnelle – qui n'est pas simplement l'Europe de Bruxelles : pensons au rôle important joué dans les années 1990 par le Conseil de l'Europe ou l'OSCE – ; la Russie et la sécurité européenne (CSCE, OTAN, propositions Medvedev...) ; enfin les crises récentes, fondatrices à la fois des conceptions russes et de la dégradation des relations Russie-Occident : guerres des Balkans, guerre de Géorgie, crise ukrainienne.

Les réflexions de Jean-Christophe Romer, précises et informées, observations d'un

historien, proposent elles aussi une approche équilibrée des positions russes et de leurs évolutions : oui il y a une logique russe, ou des logiques russes, et pas seulement un chapelet d'entreprises ou de réactions perverses dictées par l'*hubris* d'un homme.

Ces deux ouvrages, en un temps où les dialogues sur la Russie tournent trop souvent à l'affrontement idéologique entre Occidentaux, ont le mérite de rappeler que la Russie est un pays, avec un héritage, une organisation, des forces et des faiblesses, des intérêts, qu'il faut considérer froidement pour développer une stratégie rationnelle à son égard – ce qui ne fut pas vraiment le fort de l'Occident ces vingt dernières années.

**Dominique David**